

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BAKIA SCA

Société en commandite par actions au capital de 152.449,02 €
Siège social : 13 Place Floquet 64220 Saint Jean Pied de Port
317.706.323 R.C.S. Bayonne.

Exercice du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

A. — Comptes consolidé au 31/12/2024.

I. — Bilan.
(En milliers d'Euros.)

Actif	2024	2023
Opérations interbancaires et assimilées	172 776	79 691
Opérations avec la clientèle	343 595	330 486
Obligations et autres titres à revenu fixe et variable	110 600	187 363
Participations, Parts dans les entreprises liées,	1 600	1 208
Autres titres détenus à long terme		
Immobilisations corporelles et incorporelles	8 132	8 224
Ecarts d'acquisition		
Comptes de régularisation	9 639	10 456
Total de l'actif	646 402	617 428

Passif	2024	2023
Opérations interbancaires et assimilées	7 866	7 211
Opérations avec la clientèle	568 592	544 566
Dettes représentées par un titre		
Comptes de régularisation et passifs divers	9 456	14 097
Ecarts d'acquisition		
Provisions	1 361	1 650
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	1 000	1 000
Intérêts minoritaires	1 900	1 816
Capitaux propres part du groupe (Hors FRBG)	56 228	47 087
Capital souscrit	152	152
Primes d'émission		
Réserves consolidées et autres	47 367	41 856
Résultat de l'exercice (+/-)	8 708	5 079
Total du passif	646 402	617 428

Hors-bilan	2024	2023
Engagements donnés de l'activité bancaire	112 651	141 925
Engagements de financement	62 840	84 968
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	62 840	84 968
Engagements de garantie	49 811	56 956
Engagements d'ordre des établissements de crédit	2 642	3 229
Engagements d'ordre de la clientèle	47 169	53 727
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise Titres à livrer		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus de l'activité bancaire	233 511	234 905
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements de garantie	233 083	234 454
Engagements reçus d'établissements de crédit	11 596	17 186
Engagements reçus de la clientèle	221 487	217 268
Engagements sur titres	428	451
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise Titres à recevoir		
Autres valeurs reçues en garantie	428	451

II. — Compte de résultat consolidé.
(En milliers d'Euros)

	2024	2023
+ Intérêts et produits assimilés	18 474	15 994
- Intérêts et charges assimilés	-5 037	-2 998
+ Revenus des titres à revenu variable	1	1 011
+ Commissions (produits)	8 366	8 744
- Commissions (charges)	-1 303	-1 508
+/- Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	351	2
+/- Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés	5 942	1 688
+ Autres produits d'exploitation bancaire	313	278
- Autres charges d'exploitation bancaire	-64	-7
PRODUIT NET BANCAIRE	27 043	23 205
- Charges générales de l'exploitation	-16 203	-16 355
- Dotation aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-1 320	-1 078
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	9 520	5 772
Coût du risque	-424	-2 499
RESULTAT D'EXPLOITATION avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions	9 097	3 272
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		
+/- Gains ou pertes s/actifs immobilisés	2	-3
RESULTAT D'EXPLOITATION après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions	9 098	3 269
+/- Résultat exceptionnel	3	5 515
- Impôts sur les bénéfices	-255	-3 686
+/- Quote-part dans le résultat net des entités mises en équivalence		
+/- Dotation/reprise de FRBG et provisions réglementées		
Intérêts minoritaires	-138	-19
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	8 708	5 079
Nombre d'actions	2 000	2 000
Résultat par action (*)	4,35	2,54
Résultat dilué par action (*)	4,35	2,54
(*) Rubriques servies par les sociétés par actions		

L'annexe est complète et commente l'information donnée par le bilan, le hors bilan et le compte de résultat. Dans sa rédaction, l'acronyme BAMl est utilisé pour la « Banque Michel Inchauspé », filiale de la SCA BAKIA.

III. — Annexe aux comptes consolidés.

1. – Faits marquants de l'exercice.

Une inflation en baisse mais un environnement toujours incertain.

En 2024, l'économie mondiale a maintenu une croissance modeste similaire à celle de 2023. Cette stabilité masque toutefois des disparités notables, si l'économie américaine a affiché une croissance robuste de 2,8 %, principalement soutenue par la consommation des ménages, la croissance a été plus modérée sur la zone Euro avec des performances variées selon les pays.

Le PIB de la France a progressé de 1,1 % sur l'année, avec une contribution notable du commerce extérieur. Cependant, le déficit public a atteint 5,6 % du PIB, dépassant les prévisions initiales.

A l'échelle mondiale, l'inflation a continué de diminuer permettant aux banques centrales d'envisager une baisse progressive des taux d'intérêt.

Dans ce contexte, le niveau d'activité de la BAMl a été soutenu avec une production de crédits aux professionnels qui est restée élevée, en lien avec une dynamique de soutien des projets de la clientèle. Ainsi, au 31/12/2024 le montant du poste « Opérations avec la Clientèle » a évolué de 330 486 K€ à 343 595 K€ (voir détail note 2).

Une allocation des excédents de trésorerie stable et rémunératrice en 2024

En 2024, le montant du poste « Obligations et autres titres à revenu fixe » est passé d'un montant de 93,4 M€ à 19,3 M€, suite à la cession ou l'échéance de Titres de Créances Négociables pour un total d'environ 70 M€. Cette liquidité affectée au placement auprès de la Banque de France explique principalement l'évolution du montant des « Opérations Interbancaires » qui a progressé de 92 871 K€ passant de 79 691 K€ en 2023 à 172 776 K€ au 31/12/2024 (voir notes 1 et 8).

Avec des placements journaliers à la Banque de France pour un montant moyen de 84,9 M€ et un portefeuille de fonds dédiés stabilisé à environ 92 M€, le PNB de la BAMl a enregistré respectivement 3 M€ d'intérêts et 6 M€ de plus-values.

Renforcement des Fonds Propres

Suite aux résolutions votées par l'Assemblée Générale de mai 2024, statuant sur les comptes 2023, la BAMl a procédé à l'apurement du report à nouveau débiteur de 18,5 M€ grâce à l'affectation de son résultat 2023, 7,4 M€, et d'une partie de ses réserves pour le solde. Cette mesure a contribué au renforcement des fonds propres consolidés avec des réserves qui s'élèvent à 47 367 K€ contre 41 856 K€ au 31/12/2023.

Procédure Remboursement Sommes engagées auprès de l'éditeur SAB

Cette procédure est toujours en cours d'instruction et suit le calendrier judiciaire prévu. A ce stade, les échanges qui ont eu lieu sur l'exercice n'ont pas débouché sur un arbitrage ou une négociation, une audience de procédure prévue le 13 mai 2025 devrait fixer la suite du calendrier.

Pour mémoire, la société BAMl, filiale de BAKIA, avait entrepris en 2015 de remplacer son système d'information de « core banking » via le déploiement d'un progiciel unique. L'abandon de ce projet a conduit la société, dans le cadre d'une procédure lancée en 2019, à demander le remboursement de la totalité des sommes qu'elle a engagées auprès de l'éditeur.

2. – Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice.

Néant.

3. – Principes et méthodes comptables généraux.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux principes comptables définis par le Plan Comptable Général et aux dispositions du règlement ANC n° 2020-01 du 9 octobre 2020 relatif aux comptes consolidés.

A. Règles et méthodes comptables.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des comptes consolidés sont décrites ci-après.

B. Présentation des comptes consolidés.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

Au 31/12/2024, les portefeuilles Titres de placement de la filiale BAMl et de la filiale Navarre Opportunités ont été valorisés sur la base des inventaires transmis par les sociétés de gestion. Ces inventaires sont assortis d'une attestation des commissaires aux comptes de la société de gestion.

C. Changement de méthodes comptables.

Les changements de méthode comptable et de représentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

- Règlement ANC N° 2023-05 du 10 novembre 2023 modifiant le règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général appliqué à compter du 01/01/2024 et concernant les solutions informatiques.
L'application de ce règlement s'est matérialisée pour la BAMl par le changement du libellé du compte 44190 qui devient « Licences et Solutions Informatiques » au lieu de « Licences ».
La BAMl a comptabilisé en 2024 au poste « Licences et Solutions Informatiques » des frais de développement pour un montant de 2 008 K€, ces investissements sont amortis selon les modalités définies aux articles 214-11 à 214-21 du plan comptable.
- Règlement ANC N° 2022-03 du 3 juin 2022 modifiant le règlement ANC N°2020-07 du 4 décembre 2020 relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable. Les comptes annuels du fonds dédié consolidé sont présentés pour la première fois sous la forme prévue par ce règlement.
Le changement porte essentiellement sur la structure du compte de résultat, ce dernier incluant notamment les plus et moins-values latentes et les plus et moins-values réalisées.
L'application de ce règlement s'est matérialisée par la consolidation d'un résultat du fonds dédié d'un montant de 4 857 K€ en 2024, dont 771 K€ de produits financiers (autres que des plus-values) contre un résultat de 690 K€ en 2023 correspondant uniquement à des produits financiers.
- Changement d'estimation comptable : un impôt différé actif lié au déficit reportable de la filiale BAMl, a été comptabilisé au 31/12/2024 dans les comptes consolidés. Le montant comptabilisé a fait l'objet d'une estimation basée sur des résultats prévisionnels à horizon 3 ans, durée appréciée avec prudence. L'impact sur le résultat consolidé 2024 s'élève à 1,8 M€.

D. Périmètre de consolidation.

Les entités entrant dans le périmètre de consolidation sont, avec l'entité consolidante, les entités contrôlées de manière exclusive, les entités contrôlées conjointement, et les entités sur lesquelles est exercée une influence notable (Art.211-1 ANC 2020-01).

Les contrôles exclusifs et conjoints et l'influence notable s'entendent, dans tous les cas, directement ou indirectement.

Une entité ad hoc est une structure juridique distincte, créée spécifiquement pour gérer une opération ou un groupe d'opérations similaires pour le compte d'une autre entité. L'entité ad hoc est structurée ou organisée de manière telle que son activité n'est en fait exercée que pour le compte de cette autre entité, par mise à disposition d'actifs ou fourniture de biens, de services ou de capitaux.

Une entité ad hoc est comprise dans le périmètre de consolidation dès lors qu'une ou plusieurs entités contrôlées ont en vertu de contrats, d'accords ou de clauses statutaires, le contrôle de l'entité (Art.211-8).

Société	% De contrôle	% D'intérêt	Méthode de consolidation
BAKIA SCA	100 %	100 %	Société Consolidante
BAMI SA	98,58%	98,58 %	Intégration globale
BAMI COMMUNICATION	100 %	100 %	Intégration globale
SCI MARCADAL	100 %	99,97 %	Intégration globale
SCI IPARTOKI	100 %	99,99 %	Intégration globale
SCI URGAIN	100 %	98,59 %	Intégration globale
FONDS DEDIE NAVARRE OPPORTUNITES	99,99 %	98,58 %	Intégration globale

Les sociétés SCI Udaberri et SAS U'WINE n'entrent pas dans le périmètre de consolidation en raison de l'absence de contrôle ou d'influence exercés directement ou indirectement par les sociétés membres du groupe sur celles-ci.
Le fonds Navarre Opportunités constitue une entité ad hoc de la BAMl.

E. Méthode de consolidation.

Les sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation sont contrôlées de manière exclusive, y compris les entreprises à structure de compte différente dont l'activité se situe dans le prolongement de celle de l'entreprise consolidante.

Les comptes de ces sociétés sont consolidés par la méthode de l'intégration globale.

La méthode consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments du bilan et du résultat de l'entreprise consolidée après retraitements éventuels ;
- éliminer les opérations et comptes les concernant réciproquement ;
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres sociétés ou actionnaires, dits « intérêts minoritaires ».

F. Retraitements et éliminations.

Le Règlement ANC n°2014-01 modifié par le règlement ANC n°2022-03 relatif au plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable a été appliqué. Les fonds intégrés dans le périmètre de consolidation font ainsi l'objet de règles comptables spécifiques, notamment en ce qui concerne l'évaluation des actifs et passifs.

L'article 162-5 « Valeur actuelle » du Règlement ANC 2014-01 (non modifié par le règlement ANC 2017-05) prévoit que les instruments financiers détenus par le fonds soient valorisés à la valeur actuelle, et selon l'article 162-6 de ce même règlement : « les différences d'estimation correspondent aux plus ou moins-values latentes sur dépôts et instruments financiers. Elles sont calculées par comparaison entre le coût d'acquisition et la valeur actuelle ou contractuelle. Elles sont inscrites directement dans un compte de capital.

1. Elimination des opérations intra-groupe

Afin de présenter sur une même base économique les comptes des sociétés consolidées, ceux-ci font l'objet de divers retraitements conformément aux principes comptables. Les comptes réciproques entre sociétés intégrées, ainsi que les pertes et profits, résultant d'opérations à l'intérieur du groupe, sont éliminés.

2. Ecart d'acquisition

Suite à la modification du code de commerce de 2015 résultant de la transposition en droit français de la directive comptable européenne de 2013, seuls les écarts d'acquisition dont la durée d'utilisation est limitée restent amortissables sur cette durée.

Les écarts d'acquisition ne sont plus systématiquement amortissables, en contrepartie s'impose un test de dépréciation au moins une fois par exercice pour les écarts non amortis.

L'historique des écarts d'acquisition positifs et négatifs sont inscrits respectivement à l'actif et au passif sous la rubrique « écart d'acquisition ». Ils ont été amortis linéairement sur une période n'excédant pas 20 ans. Les écarts d'acquisition sont constatés à la date d'acquisition des titres de sociétés consolidées, et sont constitués par le solde non affecté à un poste de bilan de la différence entre le prix de revient des titres et la quote-part de situation nette correspondante.

3. Impositions différées

Conformément aux dispositions de l'ANC n° 2020-01 du 9 octobre 2020, des impôts différés ont été calculés pour les opérations pouvant avoir des conséquences fiscales positives ou négatives autres que celles prises en considération pour l'impôt exigible.

Les impositions différées constitutives de créances ont été classées au bilan dans le poste « Comptes de régularisation et actifs divers ». Celles représentatives d'une dette ont été affectées au bilan dans le poste « Comptes de régularisation et passifs divers ».

Les impôts différés résultent des retraitements suivants :

- Décalage temporaire entre la constatation comptable d'un produit ou d'une charge et son inclusion dans le résultat fiscal d'un exercice ultérieur,
- Retraitements de consolidation,
- Distributions prévues entre les entreprises consolidées,
- Prise en compte de report déficitaire, avec une possibilité de récupération calculée sur les bénéfices imposables attendus.

4. Provisions de nature fiscale

Les provisions réglementées sont retraitées afin de neutraliser l'incidence en compte de résultat d'écritures comptabilisées en vertu de la seule application d'une disposition d'ordre fiscal (provision pour crédits à moyen et à long terme consentis par les établissements de crédit, amortissements dérogatoires).

G. Informations relatives aux parties liées

L'information relative aux parties liées est communiquée pour les transactions qui ne sont pas internes au groupe consolidé et lorsque ces transactions n'ont pas été conclues aux conditions normales de marché telles que visées par l'article 833-16 du règlement n°2014-03 de l'ANC.

Le groupe BAKIA n'a pas réalisé de transactions de ce type.

4. – Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Les opérations sont enregistrées dans le respect des règles et principes comptables applicables aux établissements bancaires. Les comptes sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels consolidés.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

A. Opérations interbancaires.

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles peuvent se composer de comptes ordinaires, de prêts ou d'emprunts ainsi que de valeurs ou titres reçus ou donnés en pensions livrées. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

La filiale BAMl détient uniquement des créances sous forme de compte courant de trésorerie interbancaire. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale, augmentées des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme). Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées. La BAMl n'a aucune dette auprès des établissements bancaires.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit (par exemple BPI).

Les garanties données auprès des établissements de crédit concernent essentiellement des activités de mise en place de crédit-bail en faveur de notre clientèle. Notre engagement se limite au montant amorti en cours de la dette de notre clientèle.

B. Operations avec la clientèle.

Comptabilisation des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours :

Application des articles ANC 2014-07 Titre 1 ci-dessous :

Art. 2111-1

Le présent titre s'applique aux établissements assujettis suivants :

- les établissements de crédit, les sociétés de financement et les compagnies financières mentionnés respectivement aux articles L.511-1 et L.517-1 du Code monétaire financier et les compagnies financières holding mixtes appartenant à un conglomérat financier dont la surveillance est coordonnée par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, et hors conglomérats à dominante assurance ;
- les entreprises d'investissement visées à l'article L.531-4 du Code monétaire et financier, (hors sociétés de gestion de portefeuille), ainsi qu'aux personnes morales membres des marchés réglementés ou effectuant une activité de compensation d'instruments financiers, visés respectivement à l'article L.421-8 et aux points 3, 4 et 5 de l'article 442-2 dudit code.

Art. 2111-2

Entrent dans le champ d'application du présent titre les commissions reçues par un établissement assujetti ainsi que les coûts marginaux de transaction qu'il supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours.

Le présent titre concerne également la comptabilisation des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction liés aux opérations de crédit-bail ou à toute opération de location assortie d'une option d'achat.

Les dispositions du présent titre s'appliquent aux commissions reçues et aux coûts marginaux de transaction indépendamment de leur date de perception ou de versement.

Sont exclus du champ d'application les commissions reçues et les coûts marginaux qui constituent la rémunération, ou les dépenses associées à la fourniture au client d'une prestation additionnelle excédant les services indispensables à la mise en place et à la gestion de l'opération de financement.

Les frais recouvrés par l'établissement assujetti auprès du client emprunteur pour le compte d'un tiers sont également exclus du champ d'application.

Art. 2121-1

Les coûts marginaux de transaction sont des coûts qui n'auraient pas été en cours si l'établissement assujetti n'avait pas octroyé ou acquis l'encours de crédit.

Les coûts marginaux de transaction englobent notamment :

- les rémunérations spécifiques versées aux employés agissant comme agents de vente ;
- les honoraires et commissions versés aux porteurs d'affaires, lorsque ceux-ci orientent un client vers l'établissement assujetti considéré pour souscrire un crédit ;
- les frais de conseils.

Les coûts marginaux de transaction n'incluent pas les coûts internes d'administration, et en particulier les coûts fixes internes liés aux salaires du personnel de l'établissement octroyant le crédit, ni les frais de siège, ni le coût de financement du crédit octroyé par l'établissement assujetti considéré.

Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné. La BAMl, établissement bancaire filiale de la holding BAKIA utilise la méthode alternative de l'article 2131-5 de l'ANC 2014-07.

Crédits.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Ces créances sont enregistrées au bilan à leur valeur nominale nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné. La BAMl utilise la méthode alternative de l'article 2131-5 de l'ANC 2014-07.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Prêts garantis par l'Etat.

Le prêt garanti par l'Etat (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificatives pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19.

Le dispositif a été prolongé jusqu'au 30 juin 2022 par la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'Etat.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société.

Le PGE bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'Etat couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à l'échéance de son terme. La garantie de l'Etat pourra être appelée avant la échéance du terme en présence d'un événement de crédit.

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6 % du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'Etat sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances.

Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Concernant la garantie de l'Etat, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues.

La commission de garantie payée à l'octroi du crédit à l'Etat est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

Créances Douteuses

Le suivi des créances détenues sur la clientèle s'appuie sur un système de notation interne des contreparties. La notation interne s'effectue principalement par équivalence à la cotation Banque de France, qui est un outil d'évaluation externe à la banque, et lorsque la concordance n'est pas applicable par la prise en compte d'une série de critères discriminants et déterminants permettant de couvrir les différents cas de figure représentant notre clientèle.

Suite à l'évolution de la cotation Banque de France, la BAMl a adapté sa grille de notation interne afin de refléter la qualité de la contrepartie de la façon suivante :

Notation Interne :

BAMI : notations 2024	Signification	Origine BDF	Origine BAMl
A+ (nouvelle note)	Excellente+	Équivalence	Critères BAMl
A	Excellente	Équivalence	
B+ (nouvelle note)	Très satisfaisante+	Équivalence	
B	Très satisfaisante	Équivalence	Critères BAMl
C+ (nouvelle note)	Forte+	Équivalence	
C	Forte	Équivalence	Critères BAMl
D+ (nouvelle note)	Bonne	Équivalence	
D	Intermédiaire	Équivalence	Critères BAMl
D- (nouvelle note)	Faible	Équivalence	
E	Menacée	Équivalence	Critères BAMl
F	Fortement compromise	Équivalence	
G, G1 ou G2	Défaillante	Équivalence	Critères BAMl

Cette notation fait l'objet d'une mise à jour permanente lors du renouvellement de chaque dossier, et d'un contrôle et d'une validation annuels par le Département Engagements (pour les notations déterminées par les critères internes).

Méthode de prise en compte des instruments de réduction des risques :

Les différents types de protections éligibles à CRR (Capital Requirement Regulation) ont été sélectionnés initialement lors de la mise en place de Bâle II, puis revus au passage à Bâle III par le Département Engagements et le Département Juridique. Ces protections sont suivies et enregistrées individuellement en tant que "garanties reçues éligibles" dans le système d'information de la Banque.

La Banque utilise des types de réducteurs de risque crédit classiques :

- des "Privileges de Prêteur de Deniers" ou des "Hypothèques de premier rang",
- des garanties reçues de BPI sur les PGE accordés,
- des nantissements d'espèces dans les livres de la Banque,
- des délégations de contrats d'assurance-vie nantis dans la collecte de la Banque,
- des cautions reçues d'établissements financiers, dénouables à première demande,
- des nantissements de portefeuilles titres dans la collecte de la Banque.

Conformément aux articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07, les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. Le déclassement en encours douteux s'opère en particulier systématiquement lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les crédits immobiliers et neuf mois pour les créances sur les collectivités locales).

Par application du principe de contagion, la classification en douteux d'une créance entraîne celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur.

Au sein de l'encours douteux, les créances douteuses compromises sont celles dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Sont en particulier identifiées comme telles les créances déchuées de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an, sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé (par exemple, celles pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées ou celles assorties de garanties permettant leur recouvrement).

Lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints, l'établissement de crédit sort les encours concernés de ses actifs par la contrepartie d'un compte de perte. Les dépréciations antérieurement constituées font alors l'objet d'une reprise.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et lorsque la contrepartie ne présente plus de défaillance.

Les créances qui sont restructurées (hors restructurations commerciales) sont identifiées dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale pendant une période d'observation de 2 ans, si l'exposition était saine au moment de la restructuration ; 3 ans si elle était en défaut. Celles restructurées, à des conditions hors marché, font l'objet d'une décote représentative de la valeur actuelle de l'écart d'intérêt futur.

Dépréciation

Les dépréciations sur créances douteuses couvrent les pertes prévisionnelles, calculées en valeur actualisée par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels. Le risque est apprécié créance par créance en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques, les garanties appelées ou susceptibles de l'être sous déduction des coûts liés à leur réalisation, l'état des procédures en cours.

Par ailleurs, le montant des dépréciations ne peut être inférieur aux intérêts enregistrés sur les en cours douteux et non encassés.

Les provisions concernant les engagements par signature et les litiges avec la clientèle sont inscrites au passif du bilan en « provisions pour risques et charges ».

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations et provisions, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties, l'effet de l'actualisation des flux futurs sur les pertes prévisionnelles et les décotes calculées sur les créances restructurées ayant un caractère douteux sont regroupés dans la rubrique « Coût du risque ». Il en est de même pour les reprises de dépréciation des créances douteuses et douteuses compromises ainsi que pour l'amortissement de la décote (sur les créances restructurées ayant un caractère douteux) lié au passage du temps.

En revanche, la décote constatée lors de la restructuration d'une créance inscrite en en cours sain ainsi que son amortissement du fait du passage du temps sont réintégrés sur la durée de vie dans la marge d'intérêt.

C. Portefeuilles titres.**Principes comptables.**

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Lors d'une opération de prêt de titres, les titres prêtés cessent de figurer au bilan et une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés est constatée à l'actif.

Lors d'une opération d'emprunt de titres, les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction en contrepartie d'un passif correspondant à la dette de titres à l'égard du prêteur pour un montant égal au prix de marché des titres empruntés du jour de l'emprunt. Les titres empruntés sont présentés au bilan en déduction de la dette représentative de la valeur des titres empruntés.

Les opérations sur titres de transaction, de placement et d'investissement sont comptabilisées conformément aux articles 2311-1 à 2381-5 du règlement ANC 2014-07.

Les règles d'évaluation et de classement sont ainsi présentées de la manière suivante :

Titres de transaction

Ce sont les titres qui, à l'origine, sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Ils sont négociables sur un marché liquide avec des prix de marché accessibles aux tiers dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, hors frais d'acquisition.

A la clôture, ces titres sont évalués au prix du marché du jour le plus récent ; les variations qui en résultent sont portées dans le compte de résultat.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

Au 31 décembre 2024, le Groupe ne détient aucun titre de cette nature.

Titres de placement

Ce sont les titres qui ne relèvent pas des autres catégories (titres de transaction, titres d'investissements, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées). Pour la BAM, les titres de placement sont composés :

- Actions et autres titres à revenu variable

Ces titres sont inscrits à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les revenus attachés aux actions classées en titres de placement (dividendes) sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable » quand leur distribution a été décidée par l'organe compétent.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Au 31/12/2024 le montant de la dotation pour dépréciation comptabilisé pour ce portefeuille s'élève à 239 K€.

- Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors coupon couru et hors frais d'acquisition. A la date de clôture de l'exercice, les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie du poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat. Les différences éventuelles entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont étalées sur la durée de vie des titres concernés. L'étalement est effectué par application de la méthode actuarielle.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (corrigée des amortissements et reprises des décotes ou primes) et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Un ensemble homogène est composé de titres à revenu fixe qui présentent de façon stable une sensibilité aux variations de taux d'intérêt à peu près équivalente, en valeur absolue, à celle des autres titres du même ensemble.

Au cours de l'exercice 2024, la dépréciation liée aux moins-values latentes 2023 de nos titres « Obligations » a totalement été reprise pour un montant de 16 K€.

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe, assortis d'une échéance, acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance et pour lesquels la BAM I dispose de la capacité de financement nécessaire et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention. Ils sont enregistrés à leur date d'acquisition au prix d'acquisition. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à l'échéance est étalé en utilisant la méthode actuarielle.

Lors de l'arrêté comptable, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres à revenu fixe ne font pas l'objet d'une dépréciation.

En cas de risque de défaillance de l'émetteur, une dépréciation est comptabilisée en application des dispositions du Titre 2 du livre II du règlement ANC 2014-07.

Au 31 décembre 2024, le groupe ne détient aucun titre de cette nature.

D. Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

Il s'agit :

- D'une part des Titres de participation et parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la BAM I parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle. A la clôture de l'exercice, ils font individuellement l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de l'utilité de ces entreprises pour l'établissement (caractère stratégique, volonté de soutien ou de conservation) et de critères objectifs (actif net comptable, actif net réévalué, éléments prévisionnels). Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.
- D'autre part des Autres titres détenus à long terme, acquis dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence sur elle en raison du faible pourcentage de droits de vote détenus. Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition. Les revenus attachés à ces titres (dividendes) sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Il n'a pas été réalisé de test de valeur sur les titres autres que les filiales.

Ces titres enregistrés parmi les Titres de Participation et les Autres Titres Détenus à Long Terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

E. Conversion des actifs et passifs libellés en devises

Conformément aux articles 2711-1 à 2731-1 du règlement ANC 2014-07, les éléments d'actif et passif libellés en devises sont évalués au cours de clôture au comptant de la devise concernée. Les pertes ou gains résultant de ces conversions, ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice, sont portés dans le compte de résultat.

F. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n°2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les immobilisations figurent à l'actif du bilan pour leur coût historique, diminué des amortissements cumulés.

Les immobilisations corporelles et incorporelles incluent des actifs corporels et incorporels acquis séparément. Lorsque les composants d'un actif corporel ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée d'utilisation propre.

La BAMI amortit ses immobilisations en appliquant des taux d'amortissement calculés suivant le mode linéaire ou dégressif appliqués à la durée d'utilité estimée. Il est constaté des amortissements dérogatoires pour la partie des amortissements qui excèdent l'amortissement économique.

Les méthodes et durées d'amortissement sont les suivantes :

Actifs concernés	Méthode d'amortissement	Durée
Bâtiments : gros œuvre	L	de 30 à 40 ans
Bâtiments : second œuvre	L	de 20 à 50 ans
Bâtiments : équipements techniques	L	de 15 à 20 ans
Bâtiments : finitions	L	de 8 à 10 ans
Mobiliers	L	de 5 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique	L / D	de 3 à 5 ans
Matériels de transport	L	de 3 à 5 ans
Logiciels	L	de 1 à 5 ans
Terrains	N/A	N/A
Droits au bail, fonds de commerce	N/A	N/A

Le groupe détermine à la clôture de chaque exercice, s'il existe des indices de pertes notables de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles. S'il existe un quelconque indice, un test de perte de valeur est effectué afin d'évaluer si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur actuelle, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de vente diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (l'évaluation de la valeur d'utilité d'un actif s'effectuant généralement par actualisation des flux de trésorerie futurs générés par cet actif).

Lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est enregistrée au compte de résultat. Lorsque la valeur actuelle redevient supérieure à sa valeur comptable, la dépréciation antérieurement constatée est reprise au compte de résultat.

Aucune dépréciation n'a été constatée sur l'année 2024. La dépréciation d'actif en 2020, concernant un droit au bail, a été conservée pour un montant de 152 K€.

G. Autres actifs divers et comptes de régularisation

Les comptes de régularisation incluent principalement des produits à recevoir ne se rapportant pas à des créances rattachées à la clientèle et des charges comptabilisées d'avance.

Les autres actifs regroupent les comptes ouverts aux divers agents économiques retraçant le règlement d'opérations sur titres, de créances diverses envers les tiers et autres actifs d'impôts courants.

Lorsque la valeur actuelle d'un de ces actifs est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est enregistrée au compte de résultat.

Aucune dépréciation de ces actifs n'a été constituée à la clôture de l'exercice.

Ces autres actifs incluent un actif de 3,4 M€ envers l'éditeur informatique SAB pour lequel une procédure de remboursement des sommes engagées est en cours (voir Faits Marquants page 5). Ce montant correspond à la meilleure estimation à date des sommes qui seront perçues par la BAMI.

H. Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique ou de relever des opérations bancaires ou connexes, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Pour la BAMl, ce poste recouvre les provisions pour :

- Risques de contrepartie,
- Risques de change,
- Litiges,
- Engagements sociaux et Médailles du travail qui font l'objet de développement ci-dessous.

Provision liée à l'épargne logement.

Les comptes et les plans d'épargne-logement proposés à la clientèle de particuliers (personnes physiques) dans le cadre de la loi n°65-554 du 10 juillet 1965 associent une phase de collecte de ressources sous forme d'épargne rémunérée et une phase d'emploi de ces ressources sous forme de prêts immobiliers, cette dernière phase étant réglementairement conditionnée, et dès lors indissociable, de la phase de collecte. Les dépôts ainsi collectés et les prêts accordés sont enregistrés au coût amorti.

Ces instruments génèrent donc pour la BAMl des engagements de deux natures :

- L'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- L'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables pour la BAMl doivent faire l'objet de provisions présentées au passif du bilan et dont les variations sont enregistrées en Produit net bancaire au sein de la marge d'intérêt. Ces provisions ne sont relatives qu'aux seuls engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement existants à la date de calcul de la provision.

Les provisions sont calculées sur chaque génération de plans d'épargne-logement d'une part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes de plans d'épargne-logement, et sur l'ensemble des comptes d'épargne-logement qui constitue une seule et même génération d'autre part.

Une provision est constituée dès lors que les résultats futurs prévisionnels actualisés sont négatifs pour une génération donnée. Ces résultats sont mesurés par référence aux taux offerts à la clientèle particulière pour des instruments d'épargne et de financement équivalents, en cohérence avec la durée de vie estimée des encours et leur date de mise en place.

Au titre de l'épargne logement, au 31/12/2024, comme au 31/12/2023, la BAMl n'a pas constitué de provision pour des raisons identiques :

- Un niveau d'encours de crédits à l'habitat liés à des produits d'épargne logement non significatif pour la BAMl ;
- L'ancienneté des stocks BAMl de PEL et CEL, dont les taux de rémunération supérieur au taux directeur, fait de cette épargne un produit refuge en terme de rémunération pour la clientèle de la BAMl qui présente peu de risque de transformation en crédits étant donné le niveau des taux de prêts actuel.

Les chiffres sont présentés dans les notes 15 et 16.

Il avait été prévu d'évaluer les conséquences de la hausse des taux sur la constitution d'une éventuelle provision, la tendance s'étant inversée et semblant être en voie de stabilisation, l'étude n'a pas été priorisée en 2024.

A noter que les provisions sur Engagements Sociaux, notamment les Médailles du Travail et les Indemnités de Fin de Contrat de Travail, ne sont pas enregistrées dans les comptes de la BAMl mais intégrées dans les comptes consolidés de sa maison mère suivant les recommandations de l'ANC 2020-01.

Engagements sociaux

a. Engagements de retraite

Il existe divers régimes de retraites obligatoires auxquels adhèrent les employeurs et les salariés des sociétés du groupe. Ces engagements sont couverts par des cotisations prises en charge au fur et à mesure de leur versement à des organismes de retraite indépendants qui gèrent ensuite le paiement des pensions. Les sociétés du groupe n'ont en général aucun autre passif que les cotisations dues, à l'exception du financement des dépenses définies à l'article 3 de l'accord professionnel du 13 septembre 1993, sur les retraites complémentaires du personnel des banques.

b. Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière sont considérées comme des avantages à prestations définies, ressortant de la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi. Ces indemnités ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

Médaille du Travail

Les médailles du travail sont considérées comme des avantages à prestations définies, ressortant de la catégorie des avantages à long terme. Elles sont assorties de gratifications qui ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de l'obtention de la médaille du travail. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces gratifications.

Conformément à la recommandation n° 2013-02 publiée le 7 novembre 2013 par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, pour les comptes annuels et les comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises :

- a) les indemnités de fin de carrière ainsi que les gratifications relatives aux médailles du travail ont été appréhendées dans le bilan (en provision pour risques et charges) et dans le compte de résultat (en charge générale d'exploitation);
- b) ces droits potentiellement acquis par les salariés ont fait l'objet d'une évaluation au 31 décembre 2023 selon une méthode actuarielle tenant compte de l'âge, de l'ancienneté, de la progression de salaire, et de la probabilité de présence dans la société au moment du départ à la retraite ou de l'obtention de la médaille du travail.

A noter que les provisions sur Engagements Sociaux, notamment les Médailles du Travail et les Indemnités de Fin de Contrat de Travail, ne sont pas enregistrées dans les comptes de la BAMI mais intégrées dans les comptes consolidés de sa maison mère suivant les recommandations de l'ANC 2020-01.

I. Fonds pour risques bancaires généraux

Conformément à l'article 1121-3 du règlement ANC 2014-07, les fonds pour risques bancaires généraux sont définis comme les montants que l'établissement assujetti décide d'affecter à la couverture de tels risques, lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques particuliers inhérents aux opérations bancaires.

Le montant du Fonds pour Risques Bancaires Généraux de la BAMI s'élève à 1 million d'euros.

J. Passifs éventuels

Un produit exceptionnel comptabilisé en 2023 pour un montant de 5 515 200 € (voir note 34 sur le Résultat Exceptionnel) correspond aux abandons de créances réalisés avec une clause de retour à meilleure fortune par les associés de la SCA BAKIA. L'existence de cette clause entraîne une obligation potentielle de la SCA BAKIA envers ses associés qui ont consenti l'abandon.

L'activation de cette clause dépend de plusieurs conditions, notamment une condition relative à la réalisation de résultats nets bénéficiaires au cours des exercices futurs et une condition liée à la trésorerie de la SCA. Cette clause constitue donc un passif éventuel pour la SCA BAKIA.

Au 31/12/2024, ces conditions ne sont pas réunies.

K. Impôts sur les bénéfices – Fiscalité latente

La charge d'impôt comprend :

- L'impôt courant de l'exercice au taux de 25 % auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3 % ;
- Les impôts différés actifs et passifs calculés selon la méthode du report variable.

Les impositions différées actives et passives ont été identifiées au bilan et au compte de résultat consolidé. La méthode retenue consiste à comptabiliser le décalage temporaire d'imposition directement en créance ou en dette.

Les impositions différées actives ne sont toutefois comptabilisées que s'il existe une probabilité raisonnable de récupération de cet impôt dans les délais légaux impartis, notamment dans le cas des déficits reportables. A ce titre, le résultat consolidé 2024 inclut un produit d'impôt différé actif d'un montant de 1,8 M€ (voir paragraphe « C - Changement d'Estimation comptable »).

Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation compte tenu des incertitudes relatives aux dates de retournement.

I. Honoraires des commissaires aux comptes

	Cabinet RSM	Cabinet KPMG
Audit des comptes de BAKIA	11 420 € HT soit 13 704 € TTC	11 420 € HT soit 13 704 € TTC
Audit des comptes des filiales	57 950 € HT soit 69 540 € TTC	57 950 € HT soit 69 540 € TTC
Services autres que la certification des comptes (SACC)	Néant	Néant
Total	69 370 € HT soit 83 244 € TTC	69 370 € HT soit 83 244 € TTC

5. – Notes annexes.

Note 1 – Opérations interbancaire et assimilés :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024			2023
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant net
Caisse, banques centrales, CCP	165 381		165 381	72 752
Créances sur les établissements de crédit				
Comptes ordinaires	7 395		7 395	6 939
Comptes et prêts à terme (1)				
Total des créances sur les établissements de crédit	7 395		7 395	6 939
Total des opérations interbancaires et assimilées	172 776		172 776	79 691
<i>Dont créances rattachées (1)</i>	<i>42</i>		<i>42</i>	
<i>(1) Application ANC N°2020-10 du 22 Décembre 2020. Reclassement encours centralisation CDC en contrepartie des comptes d'épargne à régime spécial</i>				

Depuis le 1er juin 2023 la BAMl utilise le mécanisme de facilités de dépôts proposé par la Banque de France et, à ce titre réalise des virements de trésorerie quotidiens. Ces dépôts « overnight » génèrent des intérêts journaliers, calculés au taux directeur, qui sont capitalisés.

Au 31 décembre 2024, le montant du dépôt « overnight » s'élevait à 158 585 K€ et le montant des intérêts cumulés comptabilisés à 3,1 M€.

Le montant total des dépôts à la Banque de France s'élevait à 164 093 K€ contre 71 366 K€ au 31/12/2023.

La créance représentative de la quote-part de l'épargne réglementée centralisée auprès du Fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations ne figure pas à l'actif dans les opérations interbancaires depuis 2020.

Cette créance et les intérêts qui y sont rattachés sont présentés en déduction des comptes d'épargne concernés (livrets A, livrets de développement durable et solidaire et comptes sur livret d'épargne populaire) au passif (voir Note 13).

Au 31 décembre 2024, cette créance s'élève à 32 824 K€ (y/c les intérêts courus) contre 29 252 K€ au 31 décembre 2023.

Note 2. Opérations avec la clientèle :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024			2023
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant net
Créances sur la clientèle				
Créances commerciales	11 642		11 642	11 772
Comptes ordinaires débiteurs	8 607		8 607	8 281
Autres concours à la clientèle				
Crédits à l'exportation	255		255	570
Crédits de trésorerie	37 875		37 875	49 609
Crédits à l'équipement	222 123		222 123	197 007
Crédits à l'habitat	57 429		57 429	50 933
Autres crédits à la clientèle	0		0	0
Total des autres concours à la clientèle	317 681		317 681	298 120
Valeurs non imputées	3 017		3 017	5 341
Créances douteuses	6 997	5 093	1 904	6 369
Créances rattachées sur la clientèle	744		744	603
Total des créances sur la clientèle	348 688	5 093	343 595	330 486
Total des opérations avec la clientèle	348 688	5 093	343 595	330 486
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>744</i>	<i>0</i>	<i>744</i>	<i>603</i>
<i>Dont créances restructurées</i>	<i>2 147</i>	<i>0</i>	<i>2 147</i>	<i>1 885</i>

La production de crédits en 2024 a progressé de 7,7%, principalement pour financer des biens d'équipement à notre clientèle « entreprises » et des crédits à l'habitat.

Cette progression s'explique notamment par la baisse des taux directeurs de la BCE après une série de hausses destinées à lutter contre l'inflation élevée.

La variation à la baisse du montant des créances douteuses s'explique par un retour en encours sain de plusieurs créances clients qui avaient été déclassées par contagion fin 2023.

Note 3. Risques sur crédit à la clientèle :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Engagements globaux bruts		
Engagements sains	341 691	324 117
Engagements douteux	674	7 170
Engagements douteux compromis	6 324	3 803
Total des engagements globaux bruts	348 688	335 091
Dépréciations	5 093	4 608
Engagements nets	343 595	330 483
Taux de couverture des engagements douteux et douteux compromis	72,79%	41,99%
Poids engagements bruts douteux et douteux compromis sur l'encours brut global	2,0%	3,27%

Le montant des créances douteuses compromises et non compromises a diminué en 2024, au 31 décembre il s'élève à 7 M€ contre 10,9 M€ au 31 décembre 2023. Le taux de ces créances douteuses représentant les encours des douteux sur le total des opérations réalisées avec la clientèle est de 2%.

Le montant du stock de dépréciations s'élève à 5,1 M€ au 31/12/2024 contre 4,6 M€ au 31/12/2023, et le taux de provisionnement à 73% contre 42%. Dans le stock de 5 093 K€, le montant des dépréciations au titre des créances douteuses compromises s'élève à 5 073 K€.

Dans le total des créances douteuses figure une créance d'un montant de 1,6 M€ provisionnée pour un montant de 748 K€ (hors actualisation) au 31/12/2023 suite à l'évolution des procédures juridiques au cours de l'exercice.

Note 4. Ventilation des encours par catégories de contreparties :

Au 31 décembre 2024 (En milliers d'Euros)	Sociétés	Entreprises individuelles	Particuliers	Adm. Privées publiques	Non résidents	Totaux	% Catégories / encours
Catégories de risques							
Escompte commercial, Dailly	11 642					11 642	3%
Crédits à l'exportation	255					255	0%
Crédits de trésorerie	17 719	247	19 909			37 875	11%
Crédits à l'équipement	222 980	2 198		344		222 123	66%
Crédits à l'habitat	12 968	415	42 081		1 965	57 429	17%
Autres crédits à la clientèle							0%
Comptes ordinaires débiteurs	7 481	156	890	12	67	8 607	3%
Total	273 046	3 016	62 880	356	2 032	337 930	100,0%

Note 5. Ventilation des encours douteux par catégories de contreparties :

Au 31 décembre 2024 (En milliers d'Euros)	Encours brut		Dépréciations	Encours net	% Dépréciations/ catégories
	Résidents	Non- résidents			
Catégories de contreparties					
Sociétés	1		1		100,0%
Entrepreneurs individuels					
Particuliers	673		19	654	2,9%
Administrations privées					
Total	674		20	654	3,0%

Note 6. Ventilation des encours douteux compromis par catégories de contreparties :

Au 31 décembre 2024 (En milliers d'euros)	Encours brut		Dépréciations	Encours net	% Dépréciations/ catégories
	Résidents	Non-résidents			
Catégories de contreparties					
Sociétés	5 997		4 751	1 246	79,2%
Entrepreneurs individuels	11		11		100,0%
Particuliers	307		307		100,0%
Administrations privées	4		4		100,0%
Total	6 319		5 073	1 246	80,3%

Note 7. Dépréciations & provisions :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Solde au 1er janvier	5 234	22 928
Dotation aux dépréciations de l'exercice (1)	1 210	2 798
Reprise de dépréciations (2)	-712	-20 492
Solde au 31 décembre	5 732	5 234
(1) : Dont dotation 2024 aux dépréciations pour créances douteuses 993 K€ (y/c actualisation) Dont dotation 2024 aux provisions inscrites au passif 0 K€ (2) : Dont reprise 2024 sur dépréciations pour créances douteuses 772 K€ (y/c actualisation) Dont reprise 2024 de dépréciations des titres de placement 16 K€ (Neutralisation 3 638 K€ en réserve : voir Note 27) Dont reprise 2024 sur provisions inscrites au passif 205 K€		

Les dépréciations ont été constituées au titre des opérations suivantes :	2024	2023
Dépréciations déduites de l'actif		
Relatives aux opérations avec les établissements de crédit	0	0
Relatives aux opérations avec la clientèle	5 093	4 608
Relatives aux titres	239	16
Total des dépréciations déduites de l'actif	5 332	4 624
Provisions inscrites au passif		
Relatives aux engagements par signature	0	0
Relatives aux risques de change	0	0
Relatives aux créances risquées et assimilées	404	609
Total des provisions inscrites au passif	404	609
Total des dépréciations et provisions pour créances douteuses	5 736	5 233

Note 8. Operations sur titres de transaction, de placement et assimilés, et d'investissement :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024			2023
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Titres de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actions propres détenues par le groupe				
Total des titres de transaction				
<i>Dont créances rattachées</i>				
<i>Dont actions et obligations non cotées</i>				
Titres de placement et assimilés				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	19 173		19 173	93 449
Actions, autres titres à revenu variable et titres de l'activité de portefeuille	91 725	239	91 487	93 914
Actions propres				
Total des titres de placement et assimilés	110 899	239	110 660	187 363
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>417</i>		<i>417</i>	<i>1 304</i>
<i>Dont actions et obligations non cotées</i>				
Titres d'investissement				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Total des titres d'investissement				
<i>Dont créances rattachées</i>				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
<i>Dont effets publics et valeurs assimilées</i>				
Total des titres de transaction, de placement et assimilés et d'investissement	110 899	239	110 660	187 363
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>417</i>		<i>417</i>	<i>1 304</i>
<i>Dont effets publics et valeurs assimilées</i>				
Obligations et autres titres à revenu fixe	19 173		19 173	93 449
<i>Dont obligations non cotées</i>				
Actions et autres titres à revenu variable	91 725	239	91 487	93 914
<i>Dont actions non cotées</i>				

La valeur de marché au 31/12/24 s'élève à 2140 K€ pour les titres à revenu fixe, 108 466 K€ pour les titres à revenu variable (contre 72 580 K€ pour les titres à revenu fixe, 114 697 K€ pour les titres d'OPCVM en 2023). On constate une baisse importante du portefeuille « Titres de Placement » avec une variation de -76 556 K€ de la valeur nette entre les deux clôtures, dont -70 227 K€ pour la catégorie des « Titres à revenu fixe » cette baisse s'expliquant principalement par la cession de 2 titres de créances d'une valeur brute totale de 49 907 K€ à laquelle s'ajoute l'échéance d'un autre titre de créance pour une valeur brute de 20 000 K€.

Note 8 bis. Ventilation des obligations par durée résiduelle :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Moins de 3 mois		
De 3 mois à 1 an	963	30
De 1 an à 5 ans	953	1 800
Plus de 5 ans		
Total	1 916	1 830

Au 31/12/2024, le portefeuille des obligations affiche une plus-value latente, ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres, conduisant à une reprise de provision de 16 K€.

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024			2023
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
Autres titres détenus à long-terme	1 600		1 600	12 008
Total des autres titres détenus à long terme	1 600		1 600	1 208

Note 9. Immobilisations incorporelles et corporelles :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024			2023
	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net	Montant net
Immobilisations incorporelles :				
Immobilisations en cours	52	0	52	1 742
Droit au bail	375	152	223	223
Fonds de commerce	126	0	126	126
Logiciels informatiques	3 458	1 469	1 989	351
Total des immobilisations incorporelles	4 011	1 621	2 390	2 442
Immobilisations corporelles :				
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Terrains et constructions	5 507	3 293	2 213	2 267
Immeubles en location simple	0	0	0	0
Equipements, mobiliers, installations	6 035	4 476	1 559	1 404
Autres immobilisations	9 335	7 365	1 970	2 112
Total des immobilisations corporelles	20 876	15 134	5 743	5 783
Total des immob. Corporelles et incorporelles	24 888	16 755	8 132	8 225

Aucune provision pour dépréciation d'actifs n'a été constituée à la clôture de l'exercice

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Acquisitions	Sorties	31/12/2024
Immobilisations incorporelles :				
Immobilisations en cours	1 742	493	2 183	52
Droit au bail	375	0	0	375
Fonds de commerce	126	0	0	126
Logiciels informatiques	1 450	2 008	0	3 458
Total des immobilisations incorporelles	3 693	2 501	2 183	4 011
Immobilisations corporelles :				
Immobilisations en cours	0	444	444	0
Terrains et constructions	5 385	121	0	5 507
Immeubles en location simple	0	0	0	0
Equipements, mobiliers, installations	5 385	684	19	6 035
Autres immobilisations	9 215	105	0	9 335
Total des immobilisations corporelles	19 985	1 354	463	20 876
Valeur brute des immobilisations	23 678	3 856	2 646	24 888

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Acquisitions	Sorties	Dépréciations	31/12/2024
Amortissements cumulés	15 454	1 320	19	0	16 755
Total Amortissements cumulés	15 454	1 320	19	0	16 755

La BAMl a déployé en juin 2024 son portail internet « Bamibanque » et a comptabilisé en immobilisations incorporelles un montant de 2 176 K€ dont 1 737 K€ figuraient en immobilisations en cours au 31/12/2023.

La mise au rebut de matériels informatiques hors service en 2024 a généré un impact de résultat non significatif.

La dotation aux amortissements de l'exercice 2024 s'élève à 1 182 K€ euros contre 993 K€ euros en 2023.

Note 10. Comptes de régularisation et autres actifs :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Comptes de régularisation – Actif :		
Comptes d'encaissements	5	6
Comptes d'ajustements devises débiteurs		
Produits à recevoir	651	1 122
Charges constatées d'avance	294	228
Total des comptes de régularisation - Actif	950	1 356
Autres actifs :		
Créance d'impôt sur les bénéfices	20	20
Actifs divers	8 669	9 080
Total des autres actifs	8 690	9 101
Total des comptes de régularisation et autres actifs	9 639	10 456

Au 31/12/2023, un produit à recevoir a été comptabilisé pour un montant de 405 K€ suite à un jugement exécutoire favorable à la BAMl dans le cadre d'un litige l'opposant à un client. Ce montant a été versé en 2024 mais la provision pour risques et charges de même montant, suite à l'appel exercé par le client, n'a pas été reprise par la BAMl.

Note 11. Comptes créditeurs interbancaires et titres émis sur les marches interbancaires :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Comptes créditeurs interbancaires et assimilés :		
Comptes ordinaires	407	0
Comptes et emprunts	8	8
Opérations de pension		
Titres donnés en pension livrée		
Autres valeurs données en pension ou vendues ferme		
Total des opérations de pension		
Autres sommes dues	7 451	7 204
Total des comptes créditeurs interbancaires et assimilés	7 866	7 211
Dettes envers les établissements de crédit représentées par un titre		
Titres du marché interbancaire		
Total des opérations interbancaires et assimilées créditrices	7 866	7 211
<i>Dont dettes rattachées</i>		

Note 12. Comptes créditeurs de la clientèle :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Comptes d'épargne à régime spécial :		
PEL et PEP	7 230	64 017
Autres comptes d'épargne réglementés	60 129	7 412
Total des comptes d'épargne à régime spécial	67 359	71 428
Autres dettes :		
A vue	361 060	404 599
A terme	140 231	68 961
Dettes rattachées à terme	-58	-422
Total des autres dettes	501 233	473 138
Total des comptes créditeurs de la clientèle	568 592	544 566
<i>Dont dettes rattachées</i>	<i>-58</i>	<i>-422</i>

(1) Application ANC N°2020-10 du 22 Décembre 2020. Reclassement encours centralisation CDC en contrepartie des comptes d'épargne à régime spécial

Note 13. Bons de caisse et créances négociables.

Néant.

Note 14. Comptes de régularisation et autres passifs :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Comptes de régularisation – Passif		
Charges à payer	1 108	917
Comptes d'ajustements créditeurs		310
Comptes d'encaissements		
Autres comptes de régularisation créditeurs	510	1 645
Total des comptes de régularisation - Passif	1 618	2 872
Autres passifs		
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres		
Autres créditeurs et passifs divers	7 838	11 225
Total des autres passifs	7 838	11 225
Total des comptes de régularisation et autres passifs	9 456	14 097

Note 15. Encours de dépôts collectes au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Plans d'épargne-logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	406	265
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	1 782	1 913
Ancienneté de plus de 10 ans	5 040	5 231
Sous-total	7 228	7 409
Comptes épargne-logement (CEL)	2 302	2 478
Total	9 530	9 887

Note 16. Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Plans d'épargne-logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans		
Ancienneté de plus de 10 ans		
Sous-total		
Comptes épargne-logement (CEL)	1	1
Total	1	1

Note 17. Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Compte tenu des volumes concernés, la BAMl n'a pas constitué de provision au titre des engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Note 18. Ecart d'acquisition :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2023	Variations	2024
Ecarts d'acquisition positifs			
Ecarts d'acquisition bruts	78		78
Amortissements pratiqués	78		78
Ecarts d'acquisition nets			
Ecarts d'acquisition négatifs			
Ecarts d'acquisition bruts	400		400
Amortissements pratiqués	400		400
Ecarts d'acquisition nets			

Note 19. Provisions pour risques et charges :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Risques de contrepartie	609		205	404
Risques de change				
Litiges				
Engagements sociaux	1 041	1	85	956
Total	1 650	1	290	1 361

Le montant de la provision pour risques et charges correspond au montant lié à un litige décrit dans la Note 10.

Au titre des engagements sociaux le Groupe a provisionné un montant de 458 K€ pour la médaille du travail et un montant de 498 K€ pour la retraite.

Note 20. Fonds pour risques bancaires généraux :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Fonds pour risques bancaires généraux	1 000			1 000
Total	1 000			1 000

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques généraux inhérents aux activités des établissements de crédit, conformément aux conditions requises par le règlement CRBF n° 90-02.

Le montant du Fonds pour « Risques Bancaires Généraux » de la BAMl s'élève à 1 million d'euros, identique au 31/12/2023.

Note 21. Tableau de variation des capitaux propres consolidés hors FRBG part du Groupe.

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total Capitaux propres part du groupe hors FRBG
Situation au 31 décembre 2022	152		59 956	-22 908	37 201
Résultat mis en réserve			-22 908	22 908	
Distribution de dividendes					
Résultats individuels des sociétés du groupe				11 661	11 661
Augmentation de capital			114		114
Ecarts d'acquisition					
Changement de méthode comptable					
Elimination des dividendes intra-groupe				-51	-51
Retraitements de consolidation					
- Impôts différés				-1 250	-1 250
- Provision pour IFC et médailles du travail				-44	-44
- Plus-value Navarre Opportunités			1 580	-1 580	
- Dépréciation titres Navarre Opportunités			3 638	-3 638	
Autres variations			-524		-524
Situation au 31 décembre 2023	152		41 856	5 098	47 106
Résultat mis en réserve			5 098	-5 098	
Distribution de dividendes					
Résultats individuels des sociétés du groupe				13 574	13 574
Augmentation de capital					
Ecarts d'acquisition					
Changement de méthode comptable					
Elimination des dividendes intra-groupe				-56	-56
Retraitements de consolidation					
- Impôts différés				376	376
- Provision pour IFC et médailles du travail				84	84
- Plus-value Navarre Opportunités				-5 133	-5 133
- Dépréciation titres			177		177
Autres variations					
- régularisations dans résultat 2024 Navarre Opp			202		202
- Minoritaires			34		34
Situation au 31 décembre 2024	152		47 367	8 846	56 365

Note 22. Engagements de hors bilan :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Engagements de financement donnés et reçus		
Engagements de financement donnés		
Aux établissements de crédit		
A la clientèle		
Ouverture de crédits confirmés	85	289
Ouverture de crédits documentaires	62 505	84 640
Autres ouvertures de crédits confirmés	250	40
Autres engagements en faveur de la clientèle		
Total des engagements de financement donnés	62 840	84 968
<i>Dont engagements douteux</i>		
Accords de refinancement "stand-by" reçus		
Des établissements de crédit		
De la clientèle		
Total des engagements de financement reçus		
Engagements de garantie donnés et reçus		
Engagements de garantie donnés		
D'ordre des établissements de crédit		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires		
Ouverture de crédits confirmés		
Autres garanties	2 642	3 229
D'ordre de la clientèle		
Cautions, avals et autres garanties		
Cautions immobilières		
Cautions administratives et fiscales	972	1 779
Autres garanties	15 995	20 321
Autres garanties d'ordre de la clientèle	30 202	31 627
Total des engagements de garantie donnés	49 811	56 956
<i>Dont engagements douteux</i>		
Engagements de garantie reçus :		
Des établissements de crédit	11 596	17 186
De la clientèle		
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées		
Garanties reçues de la clientèle financière		
Autres garanties reçues	221 915	217 268
Total des engagements de garantie reçus	233 511	234 454

La dette de 4 000 000 € de compte courant d'associé comptabilisée dans les « Créiteurs et passifs divers », (Note 14), est garantie par un nantissement des parts de La Banque Michel Inchauspé.

Note 22 bis. Engagements de Hors-bilan :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Engagements sur titres donnés et reçus :		
Engagements donnés sur titres		
Titres à donner		
Total des engagements donnés sur titres		
Engagements reçus sur titres		
Titres à recevoir		
Total des engagements reçus sur titres		
Engagements sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements donnés sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements sur opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Total des engagements donnés		
Engagements reçus sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements sur opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Total des engagements reçus		
Autres engagements donnés et reçus		
Autres engagements donnés		
Valeurs affectées en garantie d'opérations sur marchés à terme		
Autres valeurs affectées en garantie		
Autres engagements donnés		
Total des autres engagements donnés		
<i>Dont engagements douteux</i>		
Autres engagements reçus		
Valeurs reçues en garantie d'opérations sur marchés à terme		
Autres valeurs reçues en garantie		
Autres engagements reçus		
Total des autres engagements reçus		
	428	451
	428	451

Note 24. Echéances des emplois et des ressources :

Au 31 décembre 2024 (En milliers d'Euros)	Durées restant à courir						Au 31/12/23
	Opérations à vue et au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Emplois :							
Opérations interbancaires et assimilées	172 563					172 563	79 691
Caisse, banque centrale, CCP	165 339					165 339	72 752
Effets publics et valeur assimilées	7 224					7 224	6 939
Créances sur les établissements de crédit	7 224					7 224	6 939
Opérations avec la clientèle	13 889	38 274	49 007	132 982	112 300	346 451	329 697
Créances sur la clientèle	13 889	38 274	49 007	132 982	112 300	346 451	329 697
Opérations de crédit-bail et assimilées							
Obligations et autres titres à revenu fixe			953	993		1 946	72 003
Titres de transaction							
Titres de placement			953	993		1 946	72 003
Titres d'investissement							
Ressources :							
Opérations interbancaires et assimilées	7 451	8				7 866	7 211
Comptes créditeurs interbancaires et assimilés	7 451	8				7 866	7 211
Dettes envers les établissements de crédit représentées par un titre							
Opérations avec la clientèle	421 131	118 231	28 713	410	107	568 592	544 566
Comptes créditeurs de la clientèle	421 131	118 231	28 713	410	107	568 592	544 566
Dettes envers la clientèle représentées par un titre							

6. – Notes compte de résultat

Note 24. Intérêts, produits et charges assimilés :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	1	4 420	4 283	4 420	4 282
Sur opérations avec la clientèle	5 037	2 997	10 894	9 404	5 857	6 407
Sur opérations de crédit-bail	0	0	0	0	0	0
Relatives à des dettes représentées par un titre	0	0	0	1	-0	1
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	3 161	2 307	3 161	2 307
Total des intérêts et produits / charges assimilées	5 037	2 998	18 474	15 994	13 438	12 996

Le montant des produits nets d'intérêts s'élève à 13 438 K€ au 31/12/2024, ce montant comprend notamment les intérêts perçus au titre des opérations de facilités de dépôts (3,1 M€), les intérêts des comptes créditeurs de la BAMl chez ses correspondants (373,7 K€) ainsi que le montant des intérêts versés par la CDC (1 020 K€).

Les commissions assimilables par nature à des intérêts sont comptabilisées en intérêts, produits et charges assimilés (note 25).

Note 25. Commissions :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Sur opérations de trésorerie et interbancaires	29	49	0	0	-29	-49
Sur opérations avec la clientèle	0	0	2 652	2 193	2 652	2 193
Relatives aux opérations sur titres	117	287	0	0	-117	-287
Sur opérations de change	0	0	0	0	0	0
Relatives à des prestations de services bancaires et financiers	1 156	1 170	5 193	5 987	4 037	4 817
Sur opérations de hors-bilan	2	2	521	564	519	562
Total des commissions	1 303	1 508	8 366	8 744	7 063	7 236

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

Note 26. Revenus des titres à revenu variable :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Actions et autres titres à revenu variable	1	1 011
Participations et autres titres détenus à LT	0	0
Parts dans les entreprises liées	0	0
Total des revenus des titres à revenu variable	1	1 011

Note 27. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Résultat net des cessions	6 159	-17 984
Dotations (reprise) nette aux (de) provisions pour dépréciations	-217	19 672
Total des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5 942	1 688

Au 31/12/2024, le poste « Gains ou Pertes sur Opérations Financières » affiche un solde positif 5 942K€ correspondant principalement à des plus-values réalisées et des plus-values latentes comptabilisées par le fonds Navarre Opportunités pour un total de 4 087 M€ auquel s'ajoute des produits financiers enregistrés par ce fonds également pour un montant 771 K€.

Dans les comptes consolidés, le montant des gains de la BAMl comptabilisés au titre de l'externalisation de plus-values liées à la détention de parts du fonds Navarre Opportunités s'élève à 5 132 K€, il est neutralisé dans le résultat consolidé au titre des opérations intragroupes et retraité en réserves.

En lien avec le changement de méthode comptable décrit dans la partie 1 paragraphe B de cette annexe, ce poste enregistre en 2024 les plus-values réalisées et les plus-values latentes comptabilisées par le fonds Navarre Opportunités pour un montant net de 4 087 K€.

Note 28. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Titres de transaction	0	0
Change	351	2
Instruments financiers	0	0
Total des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	351	2

Il n'y a pas de portefeuille de négociation, seules des opérations de change générant un résultat sont réalisées par la BAMl.

Note 29. Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Sur opérations de location simple			0	4	0	4
Autres	64	7	313	274	248	267
Total des autres produits et charges d'exploitation bancaire	64	7	313	278	248	271

Note 30. Frais de personnel :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Salaires et traitements	7 136	7 117
Charges sociales		
Charges de retraite	421	456
Autres charges sociales	2 164	2 185
Total des charges sociales	2 585	2 641
Intéressement et participation des salariés aux résultats		
Intéressement des salariés	112	0
Participation des salariés aux résultats	0	191
Total de l'intéressement et de la participation des salariés aux résultats	112	191
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	390	551
Total des frais de personnel	10 224	10 500
Effectif moyen	129	130
<i>Dont cadres</i>	<i>50</i>	<i>49</i>
<i>Dont Personnel mis à disposition</i>		

Engagements sociaux :

En application de la convention collective de la banque, la BAMl est amenée à verser aux salariés partant à la retraite une indemnité de départ. Les droits potentiellement acquis à ce titre par les salariés ont fait l'objet d'une évaluation au 31/12/24.

La méthode actuarielle retenue : Rétrospective prorata temporis tient compte de l'âge, de l'ancienneté, de la progression de salaire, et de la probabilité de présence à la BAMl au moment du départ à la retraite ; sur la base du salaire annuel et un taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds de 3,35%.

Dans le cadre de la recommandation ANC n°2013-02, la BAMl n'a pas provisionné ces engagements sociaux. Dans les comptes consolidés, au 31/12/24, ces derniers s'élèvent à 497 820 €, contre 496 845 € au 31/12/2023.

Médaille du travail :

Concernant la médaille du travail, l'engagement au 31/12/24 s'élève à 458 202 €, contre 543 662 € au 31/12/23.

Transactions avec les dirigeants :

Ce sont des avantages à court terme qui comprennent les rémunérations et avantages versés aux dirigeants mandataires sociaux (rémunération de base, rémunérations versées au titre du mandat social, avantages en nature et part variable).

Le montant des jetons de présence versés aux administrateurs de la BAMl au titre des conseils d'administration et des comités spécialisés tenus en 2024 s'élève à 165 K€.

Note 31. Gains nets sur actifs immobilisés :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Immobilisations d'exploitation		
Produits de cession des éléments d'actifs cédés	0	0
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	2	-4
Gains/pertes nets sur immobilisations d'exploitation	2	-3
Total des gains/pertes nets sur actifs immobilisés	2	-3

Les gains ou pertes sur actifs immobilisés comprennent :

- les gains ou pertes sur cessions d'actifs corporels et incorporels affectés à l'exploitation de l'établissement, issus de la différence entre plus-values et moins-values de cession et reprises et dotations aux provisions ;
- les gains ou pertes des opérations sur titres de participation, sur autres titres détenus à long terme, sur parts dans les entreprises liées et sur titres d'investissement, issus de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession

Note 32. Cout du risque :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024			2023
	Opérations avec la clientèle	Autres opérations	Total	Total
Dotations aux provisions de l'exercice				
Risques de contrepartie	-993	0	-993	-2 798
Risques de change	0	0	0	0
Litiges	0	0	0	0
Total des dotations aux provisions de l'exercice	-993	0	-993	-2 798
Reprises de provisions de l'exercice				
Risques de contrepartie	712	0	712	820
Risques de change	0	0	0	0
Litiges	0	0	0	0
Engagements sociaux	0	0	0	0
Total des reprises de provisions de l'exercice	712	0	712	820
Dotation nette aux provisions de l'exercice	-281	0	-281	-1 978
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	-80	0	-80	0
Créances irrécouvrables couvertes par des provisions	-63	0	-63	-551
Récupérations sur créances amorties	0	0	0	29
Total du coût du risque	-424	0	-424	-2 499
<i>Dont :</i>				
<i>Charge nette des provisions constituées au titre des risques spécifiques</i>	<i>-424</i>	<i>0</i>	<i>-424</i>	<i>-2 499</i>
<i>Reprise nette des provisions constituées au titre des risques pays</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

Note 33. Provisions règlementées.

Néant.

Note 34. Résultat exceptionnel :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Charges exceptionnelles (Actifs)	0	0
Autres Charges exceptionnelles	0	0
Produits exceptionnels	3	5 515
Total du résultat exceptionnel	3	5 515

L'acquisition des titres BAMl par la SCA BAKIA, dans le cadre de l'augmentation de capital de la BAMl réalisée en 2023, a été financée par un apport en compte courant des associés de la SCA BAKIA. Une partie de l'apport en compte courant, 5 515 200€, a été abandonnée par les actionnaires, ce montant est comptabilisé dans le résultat exceptionnel de 2023.

Note 35. Impôt sur les sociétés :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Impôts courants	-632	-2 437
Impôts différés	376	-1 250
Charges nettes de l'impôt sur les bénéfices	-255	-3 686

L'impôt courant représente l'impôt exigible au titre du résultat de l'exercice. L'impôt différé représente la différence entre l'ouverture et la clôture de l'exercice des stocks de différence temporaires et des retraitements liés aux opérations de consolidation.

La position d'impôt différé s'analyse ainsi :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Impôts différés actif :		
Différences temporaires	-1 963	-1 587
Total impôts différés actif	-1 963	-1 587
Impôt différés passif :		
Différence temporaires	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0
Total impôts différés passif	0	0
Total	-1 963	-1 587

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Résultat comptable consolidé avant impôt	9 101	8 765
Charge d'impôt théorique aux taux en vigueur	-2 325	-2 238
Impact des différences de taux d'imposition	0	0
Autres	1 750	-1 439
Impact des charges / produits définitivement non déductibles / imposables	320	-9
Charge d'impôt sur les bénéfices effective	-255	-3 686

« Autres » : correspond notamment à l'impôt différé actif calculé sur le déficit reportable de la BAM I et sur les engagements sociaux à hauteur de 1 793 K€ en 2024 vs -1 620 K€ en 2023.

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

A l'assemblée générale de la société BAKIA SCA,

Opinion.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société BAKIA SCA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion :**Référentiel d'audit :**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance :

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations.

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit – Dépréciation individuelle sur les créances à la clientèle.**Risque identifié :**

Dans le cadre de ses activités de crédit au sein de la BAMI filiale de BAKIA, votre société comptabilise des encours douteux et constitue des dépréciations individuelles sur ces encours, en tenant compte des garanties reçues, afin de couvrir les risques de crédit avérés.

L'estimation des dépréciations repose sur l'appréciation du créancier qui porte notamment sur la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques et les garanties appelées ou susceptibles de l'être, conformément aux principes comptables énoncées dans la note « B. Opérations avec la clientèle – paragraphe dépréciation ». Ces dépréciations sont évaluées par la Direction de votre banque en fonction des flux recouvrables estimés sur chacune des crédits concernés.

Parmi les opérations de crédit, certaines présentant un risque de crédit avéré ont conduit à la constitution de provisions pour dépréciation à hauteur de 5 M€ sur les encours douteux d'un montant de 6,9 M€, comme indiqué dans la note « B Opérations avec la clientèle » et la note « 3 Risque sur crédit à la clientèle ».

L'évaluation des risques de crédit est considérée comme un point clé de l'audit en raison de l'importance significative des créances sur la clientèle dans les comptes de BAMI et du caractère individuel des critères retenus dans l'appréciation de la situation de la contrepartie.

Notre réponse :

Afin d'apprécier le caractère approprié des méthodes de dépréciation des crédits à la clientèle, nos travaux ont consisté à :

- Apprécier la conception et l'efficacité des contrôles clefs identifiés sur le processus d'octroi de crédit et d'évaluation du risque de crédit ;
- Examiner la méthodologie de provisionnement sur les encours déclassés en douteux ;
- Tester, en particulier sur une sélection de crédits les plus significatifs, les principales hypothèses retenues pour la classification des encours en douteux, ainsi que l'estimation des dépréciations individuelles afférentes et la valorisation des garanties réelles ;
- Examiner l'impact net des pertes constatées au cours de l'exercice face aux provisions antérieurement constituées sur ces créances en application de la méthode de provisionnement de la société ;
- Revoir le backtesting pour s'assurer de la cohérence de la méthode de provisionnement avec la réalité des débouchements ;
- Vérifier l'information financière fournie dans les notes annexes aux comptes annuels au titre de l'estimation de la dépréciation des encours de crédit.

Evaluation et dépréciation des titres de placement**Risque identifié**

Au 31 décembre 2024, la valeur du portefeuille de placement s'élève à 111 M€ en valeur brute. Il présente donc un caractère significatif pour le bilan.

Comme indiqué dans la note « Titres de placement » de la section « C - Portefeuille titres » de l'annexe :

- A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes sur actions et autres titres à revenu variable ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.
- A la date de clôture de l'exercice, les moins-values latentes sur Obligations et autres titres à revenu fixe ressortant de la différence entre la valeur comptable (corrigée des amortissements et reprises des décotes ou primes) et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Nous avons considéré l'évaluation du portefeuille de titres de placements comme un point clé de l'audit en raison de son importance dans le bilan de la banque et de la sensibilité de la valorisation retenue.

Notre réponse

Pour apprécier l'exactitude et la valorisation du portefeuille à la clôture de l'exercice, nos travaux ont consisté à apprécier la procédure d'évaluation du portefeuille titres.

Nos travaux ont consisté également à :

- Obtenir les avis d'opéré reçus sur les nouvelles acquisitions pour contrôler les coûts d'acquisition des titres ;
- Apprécier la valorisation retenue en effectuant des tests de contre valorisation ;
- Apprécier la notion d'ensembles homogènes de titres au regard de la réglementation comptable
- Vérifier l'information financière fournie dans les notes annexes aux comptes annuels au titre de la valorisation des titres

Vérifications spécifiques :

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par la Gérance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Labège, et Paris, le 13 mai 2025

Les commissaires aux comptes :

KPMG S.A. :
Pierre SUBREVILLE ;
Associé,

RSM Paris :
Paul Evariste VAILLANT ;
Associé.